



HAL
open science

Usages des ressources en libre accès dans les bibliothèques universitaires et services communs de documentation. Le cas de Revues.org

Emma Bester, Pierre Mounier

► To cite this version:

Emma Bester, Pierre Mounier. Usages des ressources en libre accès dans les bibliothèques universitaires et services communs de documentation. Le cas de Revues.org. 2009. sic_00627672

HAL Id: sic_00627672

https://archivesic.ccsd.cnrs.fr/sic_00627672

Preprint submitted on 29 Sep 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Titre : Usages des ressources en libre accès dans les bibliothèques universitaires et services communs de documentation. Le cas de Revues.org

Résumé

Comment les ressources en libre accès sont-elles traitées par les bibliothèques universitaires et services communs de documentations ? Entre les deux voies « or » et « verte » du libre accès, les bibliothèques se sont logiquement investies davantage dans le mouvement des archives ouvertes plutôt que dans le développement de revues électroniques en libre accès. La question qui se pose est celle de la prise en compte de ces dernières par les bibliothèques. Une enquête effectuée en 2009 tente d'y répondre en évaluant la visibilité des revues en libre accès diffusées par le portail Revues.org dans une vingtaine d'établissements de la région parisienne. A partir de résultats contrastés, il est possible d'analyser les points de blocage et les leviers qui permettraient d'améliorer la prise en compte de ce type de ressources par les bibliothèques.

How are open access resources treated by libraries and documentation services? Between the two tracks "gold" and "green" open access, libraries have consistently invested more in the open archives movement rather than the development of electronic journals for free access. The question that arises is the inclusion of the latter by libraries. A survey conducted in 2009 tries to answer by evaluating the visibility of OA journals published by the portal Revues.org in twenty universities in the Paris area. From contrasting results, it is possible to analyze the bottlenecks and levers for improving the inclusion of such resources by libraries.

Mots Clés

Bibliothéconomie – Economie de l'attention – Intermédiation – Libre accès

Library science – Library - attention economy – Open Access

Introduction

Dans le texte de la déclaration de Budapest de 2002, en faveur du libre accès aux résultats de la recherche [BUDAPEST, 2002], deux méthodes sont proposées aux communautés scientifiques pour poursuivre cet objectif. Une première méthode repose sur le dépôt par les chercheurs eux-mêmes de leurs publications dans des archives ouvertes (« voie verte » du libre accès). Une seconde méthode consiste à créer et développer des revues électroniques en libre accès (« voie or » du libre accès) permettant ainsi de modifier directement le circuit de la publication scientifique. Or, ce circuit mobilise pour l'essentiel trois types d'acteurs : des chercheurs tout d'abord, comme producteurs et consommateurs d'information - c'est à eux pour l'essentiel que s'adresse l'appel de Budapest, mais aussi les bibliothèques et les éditeurs. On constate un partage des rôles dans la prise en charge des deux voies du libre accès. Pour des raisons évidentes de compétences et de spécialisation professionnelle, les bibliothèques se sont davantage investies dans le développement des archives ouvertes, et les éditeurs - les presses universitaires par exemple - dans le développement de revues en libre accès. Il n'en reste pas moins que le système d'information scientifique implique une interdépendance de tous les acteurs. Plusieurs éléments incitent donc à tenter d'aller plus loin que ce « Yalta du libre accès » qui attribue les archives ouvertes aux bibliothèques et les revues en libre accès aux éditeurs. La question se pose en effet du rôle que peuvent jouer les bibliothèques par rapport aux nouvelles revues en libre accès qui sont proposées aux communautés scientifiques. Or, sur ce point, quelques difficultés surgissent immédiatement.

Par nature en effet, les ressources en libre accès peuvent interroger le rôle des bibliothèques : celles-ci ne sont pas un intermédiaire obligé pour l'accès à ce type de ressources. Elles ne peuvent même pas en faire l'acquisition car le financement de ce type de publication est assuré en amont de diverses manières. La possibilité théorique au moins existe donc que l'absence de ce type de ressources dans les politiques d'acquisition des bibliothèques ait une répercussion sur leur action de signalement des ressources auprès des utilisateurs. Se pose alors la question paradoxale d'un éventuel déficit de visibilité des documents en libre accès au sein d'institutions dont la mission principale est d'assurer l'accès aux ressources documentaires. L'étude dont les résultats sont exposés ici vise à évaluer cette hypothèse à partir d'une étude de cas.

Contexte

Cette étude s'inscrit dans le cadre d'un stage de fin d'étude du Master 2 en ingénierie documentaire de l'INTD [BESTER, 2009]. Elle vise à évaluer la visibilité des ressources documentaires proposées par le Centre pour l'édition électronique ouverte (Cléo) au sein d'un vingtain d'établissements situés en région parisienne : il s'agit pour l'essentiel du portail Revues.org qui diffuse sur Internet 230 revues de sciences humaines et sociales dont plus de la moitié en libre accès (les autres revues du portail protègent l'accès aux texte intégral de leurs derniers numéros au moyen du barrière mobile dont la durée est variable (entre 1 et 3 ans la plupart du temps)), soit plus de 45000 articles disponibles en libre accès.

Sur le plan théorique, cette étude visait à interroger le paradigme de l'économie de l'attention [SIMON, 1971] [GOLDHABER, 1997], très liée à la diffusion de ressources en libre accès. Dans une économie de l'abondance rendue possible par des coûts marginaux faibles de reproduction, de diffusion et de stockage, le brouillage des modalités d'accès - démultipliées en autant de modèles économiques qui se cherchent - complique la mise en visibilité, l'accès et/ou l'achat. La mise en visibilité dépendant par ailleurs fortement de l'indexation et de la citabilité des ressources sur les « places d'attention », les barrières d'accès, quelles qu'elles soient, deviennent contre-productives [MOUNIER, 2010]. Par ailleurs, cette situation d'abondance documentaire, qui repose sur le service aux usagers, profite essentiellement aux acteurs positionnés du côté de l'accès. Aide à l'accès (moteurs de recherche), organisation de l'information (mapping), service de flux contrôlé, deviennent aussi important, sinon plus, que l'offre de contenus informationnels et culturels en tant que tel. On parle alors d'une « servicisation » du bien informationnel ; contexte dans lequel le rôle de l'intermédiation s'affirme plus que jamais [SALAUN, 2004] [LE CROSNIER, 2004].

Les publications scientifiques en libre accès s'inscrivent à ce titre dans l'économie de l'attention [GOLDHABER, 2006]. Mais situées du côté de la diffusion, elles dépendent, pour une mise en visibilité optimale ou mise en attention auprès de leurs publics cibles, des intermédiaires situés du côté de l'accès que sont notamment les bibliothèques universitaires.

Il s'agit donc de répondre plus précisément à deux questions :

- Comment les ressources électroniques en libre accès sont-elles portées à l'attention des usagers par ces médiateurs ?
- Dans quelle mesure les ressources électroniques en libre accès sont-elles prises en compte dans l'attention de ces médiateurs ?

Méthode et outils/données supports de l'étude

L'étude s'est appuyée sur une triple approche : statistique, analytique et fonctionnelle. L'étude de données quantitatives et l'analyse des ressources documentaires accessibles via les portails documentaires des services communs de documentation ont été un préalable à l'enquête de terrain (ou approche fonctionnelle) :

Etude statistique

Une étude des statistiques de fréquentation du portail Revues.org¹ a permis de déterminer la part de fréquentation en provenance des portails des bibliothèques, comparativement aux autres vecteurs d'accès. Elle a été menée pour l'ensemble de l'année universitaire 2008-2009 à raison d'un mois sur deux. Deux indicateurs ont été retenus : le nombre d'adresses d'accès et le nombre de pages accédées. Une catégorisation préalable des adresses entrantes a permis d'identifier et de prendre en compte, outre les adresses clairement identifiées, des adresses pouvant potentiellement provenir des portails des bibliothèques.

Catégorie : BU et SCD	Sous catégories	Exemples d'adresses identifiés
Liens provenant des bibliothèques universitaires. Sont également pris en compte les liens pouvant provenir des bibliothèques universitaires en tant qu'ils réfèrent à des offres documentaires proposées par les portails de bibliothèques : pondération à la hausse	url renvoyant directement à des portails de bibliothèques universitaires	http://portail.scd.univ-tours.fr:2082/search/m http://bdr.u-paris10.fr/sid/recherche.php
	liens dont la provenance implique des prestataires externes de gestion des ressources documentaires : AtoZ	http://atoz.ebsco.com/link.asp
	liens en provenance de portails de revues en Sciences humaines et sociales pouvant être proposés dans l'offre documentaire des bibliothèques universitaires	http://www.doaj.org/doaj http://www.persee.fr/web/revues/home
	liens provenant de moteurs de recherche spécialisés pouvant être proposés dans l'offre documentaire des bibliothèques universitaires	http://www.in-extenso.org http://www.scirus.com/srsapp/search
	liens provenant de portails documentaires étrangers (offres de services externalisables comprises)	http://rzblx1.uni-regensburg.de/ezeit/fl.pht

Tableau 1: Catégorisation des adresses d'accès au portail de Revues.org

Cette approche quantitative s'est enrichie des résultats de deux enquêtes en ligne menées en 2008 par le portail Cairn.info et en 2009 par Revues.org. Sont ici utilisées et comparées les données sur les profils de leurs lectorats respectifs. Le questionnaire de Revues.org est toujours en ligne² ; les résultats pour la période avril-juillet 2009 ont fait l'objet d'une communication [BESTER&DACOS, 2010]

1 accessibles publiquement sur <http://statistiques.cleo.cnrs.fr/>

2 <http://www.revues.org/enquetes/index.php?sid=82358&lang=fr>

Analyse des ressources documentaires

Des grilles d'analyse des portails documentaires des bibliothèques retenues dans l'enquête de terrain ont été réalisées. Elles ont permis un relevé des offres documentaires spécifiques au libre accès (pages web et communications sur le sujet) ainsi qu'un relevé des points d'accès aux ressources documentaires, en précisant pour chacun d'entre eux l'intégration ou la non intégration des ressources en libre accès. Les grilles d'analyse des portails documentaires ont fait l'objet d'un tableau de synthèse, présenté ci-après. Chaque colonne reprend les données principales relevées pour chacun des portails documentaires étudiés. Les offres de service documentaires et points d'accès aux ressources sont listés dans la première colonne. Les codes couleur indiquent si les ressources en libre accès ont été intégrées (grisé); ou non (blanc) ; les tirets signalent que ces offres de services documentaires ne sont pas proposées dans le portail documentaire étudié.

Tableau 2: Intégration des ressources en accès libre dans les portails documentaires

Offres documentaires et intégration des ressources électroniques en libre accès (-- : service non proposé)										
	P1	P3	P4	P5	P7	P10	Science Po	MSH	ENS	BIU Sorbonne
Pages et/ou rubriques pour le libre accès: signets	Non	Oui	Oui [un compte Delicious réservé aux ressources en libre accès]	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Oui	Rarement
Pages et/ou rubriques pour le libre accès: Archives Ouverte	Non	Oui	Oui	Oui [+ Blog: communication sur le libre accès]	Non	Non	Oui (Spire)	Oui	Non	Non
Catalogues collectifs	Oui	Oui	Oui	Oui (Sudoc)	Oui	Oui (Sudoc)	Oui (Sudoc)	Oui [titre à titre pour Persée et Cairn]	Oui (liste)	Oui (liste)
Catalogue de la bibliothèque	Oui [+ reslover de lien]	Oui - Au titre par titre	Non Catalogage uniquement des ressources payantes	-- Non [Pas de lien vers les RE]	-- Non [Pas de lien vers les RE]	Oui [si en lien avec la ressource papier]	Oui [si en lien avec la ressource papier; dépouillement de revues à l'article: projet de resolver de lien]	Oui [via le Sudoc]	Oui [projet de resolver de lien]	-- Non [Pas de lien vers les RE]
Répertoire de revues AtoZ	Oui	Oui (SFX)	Oui (Ebsco)	Oui (Ebsco)	--	Oui (Ebsco)	Oui (Ebsco)	Oui (Ebsco)	--	Oui (Ebsco)
Pages web (gestion interne et/ou via prestataire) listant les ressources par type (bases de données bibliographiques, Portails de revues)	Oui	Oui	Non	Oui	Oui	Oui	--	Oui	--	Rarement (Persée)
Pages web (gestion interne et/ou via prestataire) listant les ressources par disciplines	Oui	Oui	Non	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	--	Rarement (Persée)
Moteur de recherche fédérée	Oui [MétaLib]	Oui [MétaLib]	--	--	--	Oui (le seul à être développé en interne)	?	Oui	--	--

Enquête de terrain

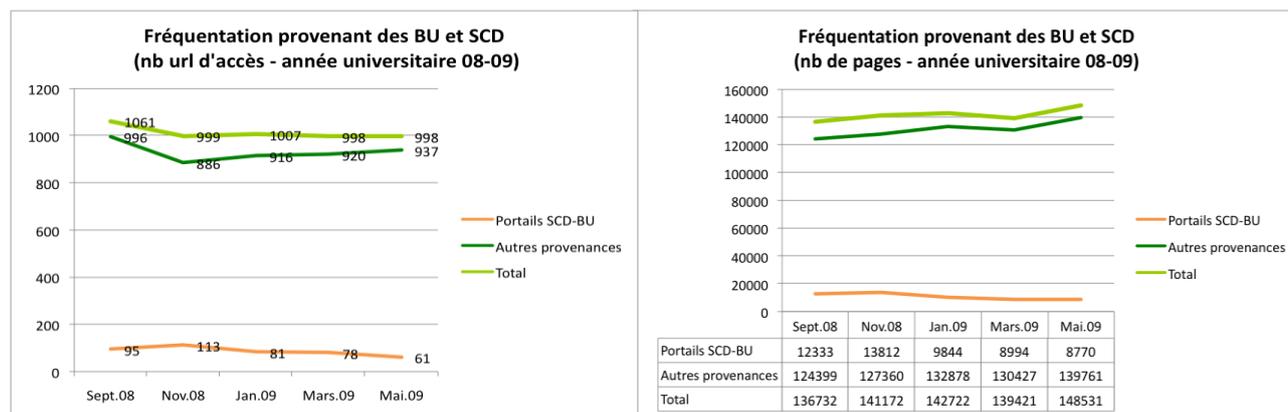
Enfin, une enquête de terrain menée aux mois de juin et juillet 2009 auprès de responsables des ressources électroniques de seize bibliothèques universitaires de la région parisienne a permis d'identifier les pratiques et les besoins, en termes fonctionnels, ainsi que le positionnement des bibliothèques par rapport aux ressources en libre accès. Il s'agissait d'établissements à dominante disciplinaire en sciences humaines et sociales : neuf services communs de documentation, trois bibliothèques de grandes écoles, deux bibliothèques interuniversitaires, deux bibliothèques de recherche et un centre de recherche et de documentation. Elle a donné lieu à la rédaction d'un cahier des charges fonctionnel visant à l'amélioration de l'offre de service de Revues.org en direction des bibliothèques universitaires. Les *verbatim* extraits des entretiens et présentés ici ont été anonymisés.

Une hypothèse sur un possible déficit de l'intermédiation bibliothécaire vis-à-vis des ressources en libre accès

Les données quantitatives recueillies sont peu ambiguës :

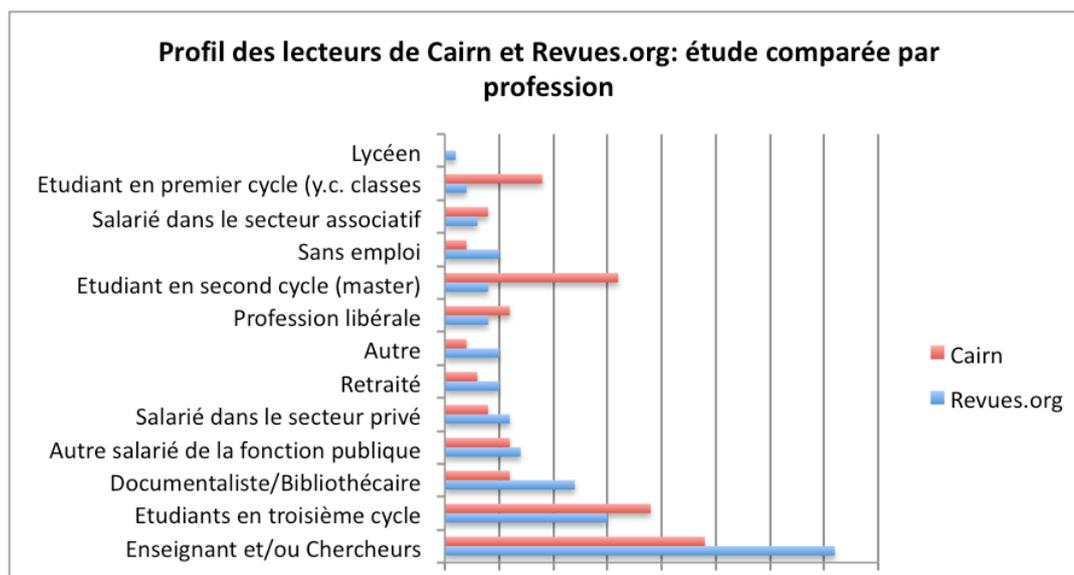
La part des bibliothèques universitaires et SCD dans la fréquentation du portail Revues.org est inférieure à 10% et en chute constante au long de l'année 2008-2009. Elle apparaît faible aux regards des autres vecteurs de fréquentation du portail Revues.org et du potentiel de lecteurs pouvant accéder aux ressources via les bibliothèques (étudiants, enseignants, chercheurs, documentalistes, bibliothécaires, autres).

Illustration 1: La fréquentation du portail de Revues.org en provenance des SCD et BU (2008-2009)



Par ailleurs, l'étude comparée des lectorats de Revues.org et du portail d'accès payant Cairn.info, deux ressources susceptibles d'intéresser un même type de lecteurs, montre que Revues.org est utilisé principalement par des enseignants-chercheurs et des chercheurs. La fréquentation du portail par les étudiants de premier et second cycle est par contre très faible, contrairement à Cairn.info. Captifs des ressources dispensés dans les bibliothèques universitaires et par les services communs de documentation, les étudiants de premier et second cycle forment 17% du lectorat de Cairn.info : les bibliothèques semblent bien jouer ici leur rôle de médiateur, de mise en relation d'un public cible avec une ressource spécifique, nécessitant abonnement. A contrario, le déficit de cette population dans le lectorat de Revues.org (3%) laisse entendre une méconnaissance de cette ressource : Revues.org peut manquer ici de la recommandation des enseignants et/ou de l'intermédiation bibliothécaire.

Illustration 2: Profil des lecteurs de Cairn et de Revues.org: étude comparée par profession



On peut donc s'interroger sur la place qui est faite aux ressources en libre accès dans les politiques documentaires des bibliothèques universitaires, dont l'une des missions consiste justement à acquérir des ressources pour les mettre à disposition de leurs usagers. On pourrait formuler l'hypothèse d'un déficit de l'intermédiation bibliothécaire. Mais rien n'indique que ce déficit est exclusivement imputable au simple fait que ces ressources sont en libre accès. Il est nécessaire de vérifier par une enquête plus détaillée les facteurs qui permettent d'expliquer la faible prise en compte de ce type de ressources par les bibliothèques.

L'Open Access, un objet d'attention mineur des responsables des ressources électroniques au regard de leurs charges principales

Il ressort des entretiens effectués auprès des responsables des ressources électroniques dans les bibliothèques visitées que les ressources en libre accès ne sont pas au centre des préoccupations de ces acteurs. Leur mission essentielle reste en effet l'acquisition de ressources payantes dans un but de mise en libre accès au service des usagers. Le décalage entre mission première des bibliothèques et «voie or» du libre accès se vérifie sur le terrain. Dans certains cas, la crainte de perte de position, induite par un transfert de budgets de l'aval (bibliothèques) vers l'amont (organismes de financement de la recherche) envisagée dans le cadre d'une évolution vers le modèle économique auteur-payeur, est également perceptible.

Mission première: acquisition et gestion des abonnements

Les conservateurs de bibliothèque en charge des ressources électroniques relèvent tous, au cours de l'enquête, le poids de la gestion des abonnements, qui mobilise la plus grande part de leur temps de travail en termes de veille, négociation, contractualisation, gestion des accès, vérification des prestations de service, gestion comptable et mesures statistiques. Cela peut expliquer, selon eux, une moindre attention portée aux ressources en libre accès:

- « Les portails comme Persée, Revues.org, nous les signalons mais ce n'est pas le centre de nos préoccupations dans notre travail quotidien. J'ai un point de vue très utilitaire, en me disant que si c'est gratuit, c'est moins d'argent à dépenser et moins de temps de travail. »

- « C'est vrai que nous avons un discours de plus en plus gestionnaire et comme nous nous retrouvons avec des budgets de plus en plus restreints et des offres payantes qui augmentent de plus en plus, nous devons justifier les sommes dépensées ; nous sommes conduits à valoriser davantage ce que nous payons. »
- « Le gratuit à l'heure actuelle, dans notre outil (MetaLib) est un peu moins à jour, et nous avons concentré nos forces de travail sur le payant étant donné que nous devons justifier nos dépenses. »

Un constat qui se vérifie particulièrement dans le cas de la question des statistiques d'usage

Les statistiques d'usage en bibliothèques sont réalisées quasi exclusivement pour les ressources payantes. Elles servent essentiellement à justifier les dépenses en interne (auprès du conseil scientifique de l'université, des enseignants-chercheurs et des acquéreurs par discipline), envisager des réabonnements ou des désabonnements (négociations), et répondre aux demandes d'enquêtes du ministère :

- « Il y a déjà un travail énorme, nous passons déjà un temps fou pour les bases payantes, pour répondre aux enquêtes ERE, RAP, ESGB. Nous sommes dans une logique de retour sur investissement parce que ce sont des ressources extrêmement chères : il faut justifier des abonnements vis à vis de l'université, du conseil scientifique et du ministère. »

En toile de fond, la question des modèles économiques et des attributions budgétaires

Perçu comme une contrainte, ce rôle de gestionnaire semble cependant conforter la position centrale des bibliothèques, et le libre accès est surveillé avec attention parce qu'il vient bousculer les schémas économiques et commerciaux courants :

« La particularité du modèle économique de l'open access c'est qu'il déplace la problématique ; ce n'est plus un abonnement, une acquisition. Tout dépend de si l'établissement est ou pas partie prenante de ce mouvement, a souscrit une affiliation pour ses chercheurs, pour que les chercheurs puissent publier dans ces revues (Biomed Central). La notion d'abonnement, elle remonte à un autre service, elle est du ressort budgétaire des bibliothèques. Alors que l'affiliation est financée par un autre service, la direction Recherche. Là il faut être vigilant. Quelqu'un qui raisonnerait brutalement pourrait dire il faut de l'argent pour payer cette affiliation, je vais le chercher dans le budget du SCD puisqu'il n'a plus à payer ces abonnements, donc transfert de budget. Je n'ai pas eu de connaissance d'exemples aussi brutaux que ça, mais ça peut être en filigrane. [...]. Pour ma part j'ai plutôt tendance à considérer que nous avons un rôle de médiation : nous sommes là pour constituer des collections et apprendre au public à y accéder en utilisant nos services, mais en terme de pouvoir, ce n'est pas la même chose. C'est vrai que pour l'instant on a des budgets très importants parce que les ressources coûtent chères à acquérir. C'est sûr que notre rôle changera s'il y a un transfert de modèle économique »

Mais un engagement individuel en faveur du libre accès

Le libre accès comme mouvement d'idées jouit cependant globalement d'une image positive. La démarche de diffusion des savoirs et de libre accès à la connaissance s'accorde avec la dimension de service public dont les bibliothèques sont investies. La grande majorité des professionnels interrogés travaille ainsi, au quotidien, dans le sens d'une meilleure mise en visibilité des ressources libre accès.

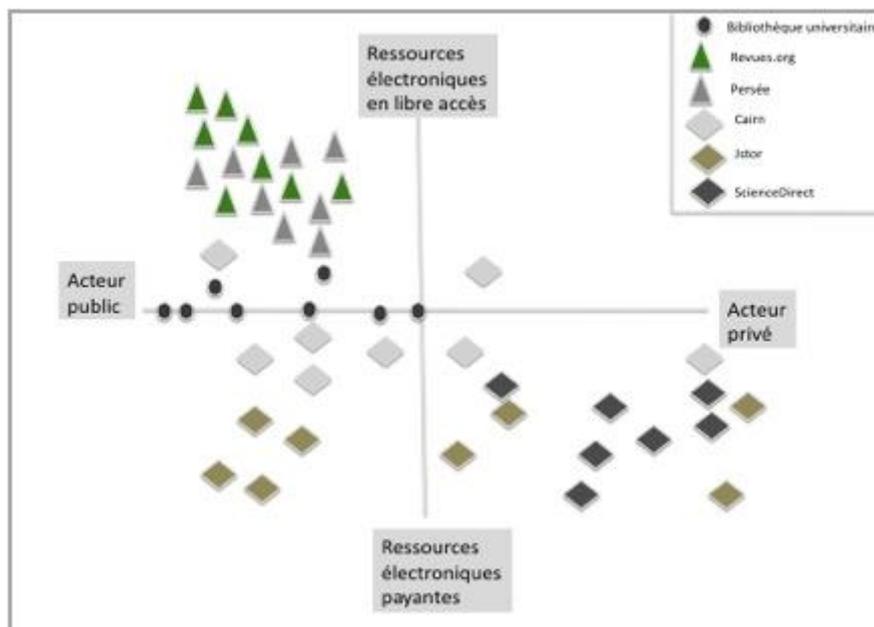
Le tableau de synthèse des grilles d'analyse des portails documentaires présenté ci-dessus montre bien que les ressources en libre accès sont prises en compte dans l'offre documentaire de la majorité des portails documentaires à l'étude. Revues.org a ainsi été intégré dans six des dix catalogues étudiés, mais de manière irrégulière, que ce soit au niveau des revues ou de la ressource intégratrice. L'enquête de terrain nous apprend que ce travail de catalogage en lien avec les ressources électroniques n'est pas systématique car il dépend des forces de travail, de la connaissance qu'ont les bibliothécaires des ressources, et des formats documentaires proposés par les éditeurs.

Seules deux bibliothèques n'intègrent pas ces ressources dans leur portail. Les entretiens nous apprennent qu'il s'agit ici d'un choix volontaire des responsables des ressources électroniques, motivé par la volonté de valoriser les ressources acquises financièrement par la bibliothèque et de ne pas « noyer » les usagers avec des ressources pouvant être accédées sans leur intermédiation. Un troisième interviewé pense également, à terme, dissocier distinctement l'offre payante des ressources en libre accès, suivant les mêmes motivations.

L'intégration - ou non - des ressources électroniques dans les collections des bibliothèques dépend donc de la bonne volonté des responsables des ressources électroniques. La volonté individuelle semble ici valoir de politique documentaire. Des discussions sur le sujet sont parfois engagées entre collègues, mais demeurent la plupart du temps informelles.

L'enquête de terrain a également été l'occasion de dresser un schéma de positionnement des professionnels interviewés. Huit d'entre eux ont été invités à positionner les portails de ressources Cairn.info, Persée, Revues.org, Jstor et ScienceDirect selon deux axes public/privé et payant/libre accès. Le schéma de synthèse présenté ci-dessous révèle un positionnement des personnes interrogées équidistant entre les ressources en libre accès et les ressources payantes, situant logiquement leur mission de service public au carrefour de ces axes.

Illustration 3: Schéma de positionnement des bibliothèques universitaires : des acteurs publics médiateurs de l'offre documentaire payante et de l'offre Open Access (enquête 2009)



Le coût de l'économie de l'attention pour les ressources en libre accès dans les bibliothèques universitaires

Certains professionnels rencontrés s'engagent personnellement en faveur du libre accès. D'autres regrettent que leurs tâches ne leur permettent pas d'y consacrer plus de temps. Tous constatent que le manque de statistiques, l'intégration imparfaite dans les offres de services externalisées de gestion documentaire et la non intermédiation de ces ressources par les mêmes réseaux communicationnels que les ressources payantes nuisent à la visibilité des ressources

Si les bibliothèques envisagent très rarement l'offre de ressources en libre accès en terme de substitution à l'offre commerciale, elles sont demandeuses de statistiques d'usages pour les premières; d'autant plus que du côté des ressources payantes, se profilent des grilles de tarification à l'usage, et que les ressources en libre accès aujourd'hui ne sont pas assurées de le rester toujours (cas d'Erudit qui a diversifié son offre et propose une partie de ses ressources en accès payant en 2008). La conformité à la norme Counter [BOUKACEM&SCHOPFEL, 2009], qui doit permettre de comparer les données statistiques d'une base à une autre, est alors demandée :

« Il y a un problème que pose les ressources gratuites, sur lequel Couperin se penchait, c'est celui des statistiques d'usage. Parce qu'on s'oriente de plus en plus vers un modèle économique où les fournisseurs fonderaient leurs grilles de tarification sur l'usage, sur la consommation. Or pour les ressources gratuites nous n'avons pas les moyens de

connaître les téléchargements ; autant pour les ressources payantes nous regardons attentivement parce qu'elles coûtent très cher, autant pour les ressources gratuites on ne s'en inquiète pas. Cela va devenir un vrai problème parce que nous ne pourrions pas faire de comparaison, ces ressources risquent d'être marginalisées. »

Une externalisation croissante des prestations de gestion documentaire

La mise en visibilité des ressources en libre accès dépend enfin, de plus en plus, de services externalisés de gestion des ressources documentaires.

Sur l'ensemble des bibliothèques universitaires observées, une seule ne dispose pas de services externalisés et gère l'ensemble de ses ressources électroniques via une base de données interne (PHP-MySQL) en lien avec une interface web, une autre a développé son propre moteur de recherche fédérée mais a pour projet d'adopter le service EbscoHost Integrated Search. Les autres bibliothèques ont opté pour des services externalisés de gestion des ressources électroniques. Si plusieurs prestataires existent, Ex Libris et Ebsco dominent aujourd'hui le marché. Diversifiant leur offre, ces prestataires recouvrent les mêmes services: une base de connaissance unique permet d'alimenter un répertoire de revues, un répertoire de bases de données et est interrogeable par un moteur de recherche fédérée.

Pour l'intégration et l'actualisation des ressources dans ces bases de connaissance, les bibliothèques en appellent à une mise en relation directe entre les prestataires et les fournisseurs de contenu. Dans ce cas, l'interopérabilité avec le protocole OpenUrl, utilisé par les prestataires de service de gestion documentaire (Ex Libris et Ebsco), est indispensable pour une intégration optimale de leurs offres de services.

« Nous avons AtoZ d'Ebsco. [...] . Il y a des ressources qui sont entièrement gérées par eux, par exemple Persée, c'est une ressource qui est bien identifiée, elle est gérée entièrement par eux, là je n'ai rien à faire. En revanche il y a des choses que nous pouvons ajouter titre à titre – et c'est typiquement ce que je dois faire depuis plusieurs mois, reprendre la liste du DOAJ , sélectionner celles qui nous intéressent et les entrer dans la base. Je choisis et je filtre. C'est un travail lourd, je fais un export, je trie le fichier, puis je l'intègre à notre base de connaissance AtoZ. »

« C'est un dilemme, est-ce que nous devons attendre, en continuant de les harceler, qu'ils ajoutent les nouvelles ressources, et en attendant elles ne sont pas signalées au lecteur, ou est-ce que nous le faisons nous-mêmes et c'est prendre le risque qu'ils se déchargent de ce travail sur nous. Il est important pour nous de savoir qu'il y a des nouvelles revues pour les faire remonter à Ex-Libris, mais cela ne devrait plus être à nous de le faire. Et même, honnêtement, nous ne devrions même pas leur signaler, il devrait y avoir une passerelle directe de l'éditeur vers Ex Libris. »

Conclusion

Résumons : les statistiques de fréquentation indiquent un faible nombre de consultations en provenance des bibliothèques, ce qui se vérifie lorsqu'on examine le profil du lectorat : beaucoup de

chercheurs et d'enseignants-chercheurs qui consultent à partir de chez eux ou de leur bureau, peu d'étudiants. L'analyse des portails documentaires proposés par les bibliothèques fait apparaître un réel effort de référencement des ressources en libre accès, mais de manière non intégrée ni systématique. Les entretiens confirment et expliquent cette situation : les préoccupations relatives au libre accès relèvent de la bonne volonté et de l'engagement individuel qui semblent en cohérence avec les missions de service public des bibliothèques, mais les contraintes de fonctionnement réel des bibliothèques font passer ces préoccupations au second plan et conduisent les acteurs à privilégier les ressources payantes. Le manque d'intégration entre les logiques bibliothéconomiques et les ressources en libre accès apparaît à trois niveaux : les politiques documentaires (impossibilité d'« acheter » des ressources en libre accès), les statistiques d'utilisation (pas de statistiques ou des statistiques non normalisées pour les ressources en libre accès) et enfin le référencement inégal des ressources en libre accès dans les bases proposées aux bibliothèques par les intermédiaires fournisseurs de services documentaires.

Le troisième point rejoint en partie le premier : les fournisseurs de services documentaires sont aussi des gestionnaires d'abonnement qui ont du mal à intégrer dans leur bouquet des ressources en libre accès obéissant à une logique différente.

Les questions de modèle économique sont essentielles mais doivent aussi être élargies : n'apparaissant pas dans les budgets d'acquisition des bibliothèques, les ressources en libre accès peuvent difficilement faire l'objet d'une politique de valorisation systématique au même titre que les ressources payantes. Ce constat peu satisfaisant peut être renversé : si les ressources en libre accès n'apparaissent pas dans les logiques bibliothéconomiques des établissements, cela signifie aussi que les bibliothèques n'apparaissent pas dans les logiques éditoriales de production des ressources en libre accès. Comme il a été dit précédemment, dans une logique de surabondance documentaire et d'économie de l'attention, les intermédiaires d'accès, y compris les bibliothèques, ont pourtant un rôle essentiel à jouer et ce rôle ne peut se limiter à « sélectionner » des ressources en libre accès. D'un autre côté, la question des modèles économiques de production de ressources en libre accès reste ouverte. En finançant la production de ressources payantes par leur politique documentaire, les bibliothèques ont un pouvoir circonscrit mais réel sur la production de ces ressources et les services documentaires qui les accompagnent. Il semble impératif qu'elles puissent aussi participer à la définition d'une politique de production de ressources en libre accès et de services documentaires associés. Dans ce cas, cette participation ne peut se faire dans le cadre classique d'achat de ressources sur un « marché ». Mais le marché n'est qu'une modalité possible de l'économie politique d'un domaine. Les bibliothèques le savent bien qui se positionnent traditionnellement comme intermédiaires dans tous les sens du terme, entre un marché où elles acquièrent des ressources, et des utilisateurs à qui elles donnent accès à ces mêmes ressources dans le cadre de leur mission de service public. Les évolutions qu'implique le passage au numérique de leur environnement les contraignent sans doute à repenser leur mode de fonctionnement afin de conserver le rôle clé qu'elles ont joué jusqu'à présent. Il semble que leur patrimoine historique leur fournisse toutes les ressources conceptuelles pour imaginer et inventer des modalités d'action leur permettant d'opérer avec succès cette mutation.

Bibliographie

Appel de Budapest, (2002). <<http://www.soros.org/openaccess/fr/read.shtml>>

Bester, Emma, (2009). L'Economie de l'attention pour le Libre Accès. Le cas de Revues.org dans les bibliothèques universitaires. *INTD*, Mémoire, sciences de l'Information, 149 p.

Bester, E. & Dacos, M., 2010 (à paraître). « Que savons-nous de l'identité, des comportements et des attentes des lecteurs de Revues.org en 2008 et 2009 ? », *Presses de l'ENSSIB*

Boukacem, C. & Schöpfel, J., (2005). « Statistiques d'utilisation des ressources électroniques en ligne : le projet COUNTER ». *Bulletin des Bibliothèques de France*, 50, 4, 62-66.

Goldhaber, Michael, (1997). "The Attention Economy and the Net". *First Monday*, vol. 2, n° 4. [consulté le 30 octobre 2009]. <

<http://firstmonday.org/htbin/cgiwrap/bin/ojs/index.php/fm/article/viewArticle/519/440>>

Goldhaber, Michael, (2006). "The value of openness in an attention economy". *First Monday*, volume 11, n° 6. [consulté le 30 octobre 2009]

<<http://firstmonday.org/htbin/cgiwrap/bin/ojs/index.php/fm/article/view/1334/125>>

Le Crosnier, Hervé, (2004). « Désintermédiation et démocratie. Quelques questions dans le domaine culturel ». *Multitude*, n°19, p. 143-160.

Mounier, Pierre, 2010 (à paraître). « Open access : entre idéal et nécessité, un débat en mutation », *Hermès*, n° 57.

Salaün, Jean-Michel, (2004). « Libre accès aux ressources scientifiques et place des bibliothèques » *Bulletin des Bibliothèques de France*, 49, n° 6, p. 20-30.

Simon, Herbert, (1971). "Designing Organizations for an Information-Rich World." in *Computers, communications, and the public interest*, 37-72.

Emma Bester

Doctorante en Sciences de l'Information (EA 4420, DICEN (Dispositifs d'Information et de Communication à l'Ere Numérique)).

Pierre Mounier

Responsable du pôle Formation et usages du Cléo/Revue.org. Créateur du site d'information sur les enjeux sociaux des nouvelles technologies Homo Numericus. Auteur des *Maîtres du Réseau, les enjeux politiques d'Internet*, Editions La Découverte, 2002.